



Intervention de Jean-Marc CLERY – FSU

La FSU est déjà intervenue aux différentes étapes de présentation de cette *Carte 2022*, inutile donc de revenir longuement sur nos principaux motifs de critique - le CESER les a lui-même parfaitement identifiés.

On peut donc dire que, de l'avis de tous, cette *Carte 2022* n'est clairement pas à la hauteur, qu'il s'agisse d'augmenter l'offre de formations pour répondre à la démographie sur le bassin rennais ou de diversifier les formations pour anticiper l'évolution des métiers et les transitions. Et malheureusement ce n'est pas seulement une mauvaise année mais une tendance qui se confirme : là est bien le motif d'inquiétude.

La Région porte bien sûr sa part de responsabilité en la matière, par manque d'anticipation parfois, par manque de volontarisme surtout à imposer des objectifs précis dans la négociation avec l'État. Cela a été aussi, et trop longtemps, par manque de conviction vis-à-vis de la voie pro des lycées qui n'a pas été considérée dans la politique régionale comme un levier équivalent à ce que représentaient les CFA pour la formation professionnelle initiale.

Mais la principale responsabilité incombe à des autorités académiques sans volonté ni projet pour les lycées professionnels. Rien d'étonnant puisque, depuis son arrivée au Ministère de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer fait planer plus ou moins explicitement la menace d'effacement de la voie professionnelle des lycées.

Ce constat n'a rien de théorique. Pour les jeunes sortant de 3ème, en particulier celles ou ceux qui sont les moins à l'aise dans leurs parcours scolaires et les plus dépendants de l'offre de formation de proximité, c'est une réalité très concrète : cela se traduit chaque année par des réponses négatives à leurs vœux avec à la clef une affectation subie, souvent en Seconde générale.

Chacun peut en imaginer les effets sur la motivation de ces jeunes et les risques de décrochage qui en découlent. Pourtant, ni le rectorat ni le Ministère ne semblent faire le lien. Il y a une dizaine de jours le gouvernement présentait 20 nouveaux projets « *d'écoles de production* » devant s'ajouter aux 42 écoles existantes pour former des jeunes en situation de décrochage scolaire et répondre aux besoins de main-d'œuvre des entreprises (deux projets sont prévus en Bretagne, un à Quimper et un autre à St Malo).

L'expérience n'est pas sans intérêt mais elle n'est pas la solution au problème. La solution doit venir de la prévention du décrochage, ce qui passe par un soutien à la motivation des jeunes tout au long de leur parcours scolaire, et en premier lieu par une orientation conforme à leurs vœux et à leurs goûts.

L'offre de formation sur un territoire doit donc être construite non pas seulement en fonction des besoins économiques mais aussi afin d'offrir aux jeunes des parcours diversifiés leur permettant d'aller le plus loin possible dans la formation initiale. Cela l'étude du CESER sur les jeunes de la *Voie pro* l'a abondamment documenté, comme elle a abondamment montré la nécessité de corriger les inégalités d'accès aux formations pour prévenir les risques d'*enfermement territorial* des jeunes en milieu rural ou des familles les plus modestes.

L'étude du CESER a également montré l'enjeu de la *mixité filles/garçons* dans les LP et de l'ouverture des formations à la mixité, cela aussi bien pour faire progresser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes que comme une piste intéressante à explorer pour relancer des formations professionnelles peu fréquentées ou en perte de vitesse.

La FSU entend bien porter ces éléments au débat dans la phase de préparation de l'évolution du CPRDFOP. Si la future « *vision stratégique partagée* » qui doit articuler le CPRDFOP et les deux autres *Schemas* (SRDEII et SRESR) ne s'engage pas sur la fausse-piste de l'*adéquationnisme*, on peut espérer que ces exigences seront désormais bien entendues par la Région et portées de façon plus vigoureuse face à l'État.

Quoi qu'il en soit, la FSU veut voir dans l'affirmation répétée par la Région de sa volonté d'aller vers une programmation pluriannuelle un vrai pas dans le bon sens.